



# FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

*Membre de  
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

[libre.pensee@wanadoo.fr](mailto:libre.pensee@wanadoo.fr) - <https://www.fnlp.fr>

## - COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

*La Fédération nationale de la Libre Pensée  
condamne l'interdiction des manifestations de solidarité avec le peuple  
palestinien  
et la garde à vue du Président de l'AFPS  
La Libre pensée exige le respect des libertés démocratiques de manifestation*



Chers camarades de l'AFPS,

La Fédération nationale de la Libre Pensée vous fait part de sa totale indignation pour la mise en garde à vue de **Bertrand Heilbronn**, Président de votre association.

La Libre Pensée exige sa remise en liberté immédiate et l'arrêt immédiat des poursuites.

Elle vous assure de sa totale solidarité et est prête à s'associer à toute action collective contre cet arbitraire et pour la défense du droit des Palestiniens.

Elle vous joint un numéro PDF en français et en arabe de sa revue culturelle **L'Idée libre** « *Israël versus Palestine* » qui vous indiquera clairement notre point de vue

Très amicalement

**Christian Eyschen**, Secrétaire général de la Libre Pensée



**Sujet** :[afps-adherents] Communiqué de l'AFPS / Le président de l'AFPS en garde à vue : il doit être remis en liberté immédiatement

**Date** : Wed, 12 May 2021 22:05:22 +0200

**De** : [afps@france-palestine.org](mailto:afps@france-palestine.org)



**Le président de l'AFPS en garde à vue : il doit être remis en liberté immédiatement**

<https://www.france-palestine.org/Le-president-de-l-AFPS-en-garde-a-vue-il-doit-etre-remis-en-liberte>

Ce mercredi 12 mai peu avant 19 heures, le président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), Bertrand Heilbronn, 71 ans, a été arrêté à la sortie du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères où il avait été reçu par un conseiller du Ministre au sein d'une délégation comprenant des parlementaires, des représentants associatifs et syndicaux.

Ironie de l'histoire : ce sont les policiers qui ont escorté la délégation jusqu'au lieu du rendez-vous, qui ont ensuite arrêté Bertrand Heilbronn à la sortie de l'entretien.

Nous exigeons sa remise en liberté immédiate !

L'AFPS avait fait une déclaration de manifestation appelant, dans le cadre du Collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, à un rassemblement de soutien au peuple palestinien.

La préfecture de Paris, de manière totalement inédite, avait interdit ce rassemblement alors que jamais il n'y a eu le moindre problème pour les manifestations que nous avons toujours organisées en lien avec les autorités.

L'AFPS avait informé par tous moyens de l'interdiction. Bertrand Heilbronn et les responsables d'associations étaient présents pour informer ceux qui se présentaient de l'interdiction et faire en sorte que les choses se passent le mieux possible.

De fait, à part la restriction de la liberté d'expression, les choses se sont passées sans aucun problème : aucun trouble à l'ordre public.

Quel est ce pouvoir qui cueille à la sortie d'un ministère le président d'une association défendant le droit et les droits humains, juste après l'avoir reçu, lui signifie sa garde à vue, le menotte à un banc à son arrivée au commissariat ?

L'interdiction de cette manifestation nous amenait à dire – ce que nous savions déjà – que la liberté d'expression et les libertés publiques sont en danger dans notre pays, mais cette arrestation nous amène à dire qu'un seuil a été franchi.

Demain, dans la semaine, la semaine prochaine, les groupes locaux de l'Association France Palestine Solidarité, aux côtés de leurs partenaires, organisent des rassemblements de solidarité avec les Palestiniens de Jérusalem, de Gaza qui sont sous le feu de l'armée d'occupation israélienne. Ce ne sont pas des méthodes dictatoriales qui nous empêcheront de le faire.

Si les inconditionnels du gouvernement israélien pensent nous faire taire et nous intimider avec de tels procédés, ils se trompent.

Nous sommes du côté du droit, ils le savent et c'est ce qui fait notre force. Nous exigeons la remise en liberté immédiate du président de notre association.

*Le bureau national de l'AFPS*

*Le 12 mai 2021*

[>> Voir l'article / Rassemblements dans toute la France "Protéger les Palestiniens de Jérusalem, la France doit agir"](#)

**Association France Palestine Solidarité (AFPS)**

21 ter Rue Voltaire 75011 Paris

Tél. : 01 43 72 15 79

Suivez l'AFPS sur [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org), [Facebook](#) et [Twitter](#)